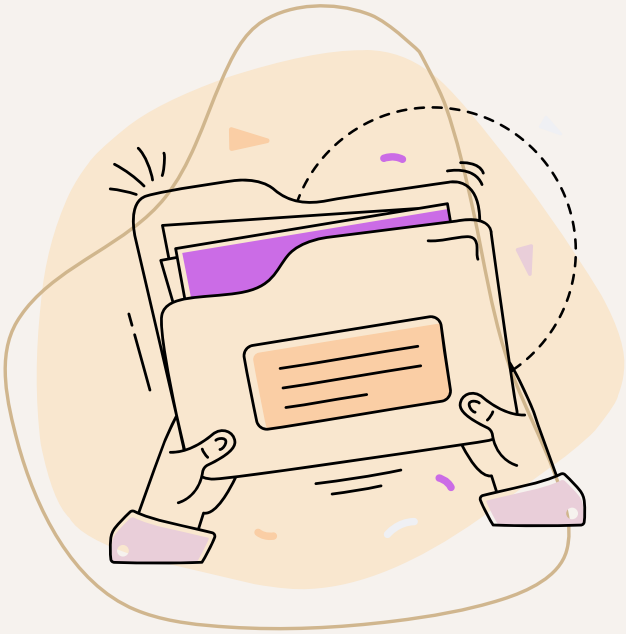
Rapport d'activité

2025

la fédération des entreprises d'insertion
ILE-DE-FRANCE



Sommaire

1. Rapport moral 2

2. Nos missions 3

3. Les temps forts de l'année 4

4. L'année 2025 en un coup d'oeil et quelques chiffres clés 5

5. Détail des actions

Renforcer le collectif francilien 8

Faire monter en compétences et accompagner les évolutions du secteur 16

Développer les filières et les coopérations territoriales 18

Faire rayonner l'insertion en Ile-de-France 21

Rapport moral

Chères adhérentes, chers adhérents, chers partenaires de l'insertion,

L'année 2025 restera comme l'année fondatrice de la nouvelle fédération des entreprises d'insertion. Première année d'une organisation nationale unifiée, elle n'a pourtant rien eu d'un long fleuve tranquille. Dans un contexte marqué par les incertitudes et contraintes budgétaires, les évolutions de la gouvernance territoriale de l'emploi et les tensions économiques grandissantes, notre réseau a démontré sa capacité de mobilisation, d'adaptation et de solidarité.

L'Île-de-France demeure l'une des régions les plus dynamiques en matière d'insertion par l'activité économique. Plus de 31 000 personnes bénéficient chaque année d'un parcours d'insertion au sein de près de 500 structures d'insertion par l'activité économique franciliennes. Derrière ces chiffres, il y a des femmes et des hommes qui retrouvent une place dans l'emploi, une confiance en eux et des perspectives d'avenir.

Dans ce contexte, les entreprises d'insertion, les entreprises de travail temporaire d'insertion et les entreprises d'insertion par le travail indépendant démontrent chaque jour leur utilité économique et sociale. Elles créent de l'activité, répondent aux besoins des territoires et accompagnent les personnes les plus éloignées de l'emploi vers une insertion durable.

Notre fédération a poursuivi sa mission avec détermination. En 2025, elle rassemble 120 adhérents, dont 8 nouveaux membres. Elle a accompagné 42 structures, accueilli 10 porteurs de projets, organisé plus de 70 actions au bénéfice du réseau et assuré 23 sessions de formation qui ont permis à 181 professionnels de renforcer leurs compétences.

Cette année a également été celle de la mise en place de notre nouvelle gouvernance fédérale, du renforcement du Comité d'Animation Régional, de la création de l'Académie de l'inclusion et d'un travail constant de plaidoyer national et régional. Alors que les financements de l'IAE sont soumis à de fortes tensions, nous avons continué à porter une conviction simple : l'insertion n'est pas une dépense, mais un investissement. Un investissement dans les personnes, dans les compétences et dans l'avenir de nos territoires.

Je tiens à remercier chaleureusement les membres du Comité d'Animation Régional, les équipes permanentes, nos partenaires institutionnels et économiques, ainsi que l'ensemble des adhérents. Leur engagement quotidien fait vivre notre projet collectif et donne toute sa force à notre fédération.

Plus que jamais, nous aurons besoin de faire réseau, de partager nos expériences et de porter une voix commune. Ensemble, continuons à démontrer que l'entreprise d'insertion est une réponse efficace et indispensable aux défis économiques et sociaux de notre temps.

Anne-Sophie de Boulois - Présidente de la fédération des entreprises d'insertion Île-de-France

Nos missions

La fédération des entreprises d'insertion Île-de-France rassemble les entreprises d'insertion (EI), les entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI) et les entreprises d'insertion par le travail indépendant (EITI), engagées dans la lutte contre les exclusions et l'accès à l'emploi durable.
Elle représente et défend le modèle de l'insertion par l'activité économique auprès des pouvoirs publics, des acteurs économiques et des partenaires de l'emploi.
Elle accompagne les structures et les porteurs de projets dans leurs démarches de création, de développement et de consolidation.

Son action contribue à structurer le réseau et à développer les coopérations sur les territoires.
Elle participe à la professionnalisation des acteurs de l'insertion et à la diffusion des pratiques du secteur.
Enfin, elle assure une fonction de centre de ressources et d'observatoire, en analysant les évolutions du secteur et en partageant les informations utiles au réseau.

Plusieurs services sont mobilisables par les adhérents

Qualité de l'accompagnement
Echanges de pratiques entre CIP, mises en relation avec des partenaires, professionnalisation des permanents

Développement économique
Veille de marché, accompagnement au groupement, diversification d'activité, appui aux filières

Pérennisation des activités
Appui aux structures en difficulté , accompagnement labellisation RSEi, appui juridique

Information
Via webinaires, rendez-vous adhérents

Visibilité / com
Portraits linkedin, site internet

Plaidoyer
Défense et promotion du modèle EI, ETTI, EITI ; présence aux C2IAE ; participation à des groupes de travail, instances ; plaidoyer auprès des candidats aux élections municipales

Les temps forts de l'année

1

JANVIER

Rencontre adhérents et lancement de la campagne de communication « L'insertion, ça change une vie ! »

FEVRIER

Séminaire avec le Comité d'Animation Régional

2

3

MARS

Webinaire adhérents – Emploi des personnes étrangères en parcours IAE

4

AVRIL

Matinale ETTI avec AKTO et le Prism'emploi

MAI

Rencontre avec AKTO et les SIAE de la filière hôtellerie et restauration

5

6

JUIN

Webinaire : Levée de fonds propres ou quasi-fonds pour une SIAE avec INVESS

JUILLET

Participation avec des EI et ETTI à un forum Conseillers en Insertion Professionnelle (CIP) organisé par l'AFPA Paris

7

9

SEPTEMBRE

Organisation du forum CIP des Hauts-de-Seine dédié à l'accompagnement

OCTOBRE

Organisation d'un speed-meeting antigaspi et biodéchets

10

11

NOVEMBRE

Co-organisation de la journée régionale de l'IAE

DECEMBRE

Webinaire adhérents : retour sur les C2IAE départementaux

12

L'année 2025 en un coup d'oeil et quelques chiffres clés

UNE VIE FÉDÉRALE RICHE

2025 a été une année importante pour la structuration du réseau francilien. Le séminaire du Comité d'Animation Régional (CAR), organisé en février, a permis de réunir administrateurs et permanents autour des priorités de l'année et de la mise en place de la nouvelle organisation fédérale.

L'Assemblée générale a constitué un autre temps fort du réseau, avec des échanges autour des enjeux du secteur, de l'évolution des entreprises d'insertion et des priorités collectives à porter dans un contexte économique incertain (p.9).

La fédération régionale a également renforcé sa proximité avec les adhérents. Le CAR s'est déplacé dans les Yvelines pour une rencontre territoriale consacrée aux enjeux économiques et aux évolutions du modèle des entreprises d'insertion. Tout au long de l'année, des visites ont été organisées auprès d'adhérents afin de mieux comprendre leurs réalités de terrain, leurs stratégies de développement et leurs besoins d'accompagnement (p.10).

Le développement du réseau s'est poursuivi avec l'arrivée de nouveaux adhérents et l'accompagnement de porteurs de projets, tandis que les travaux liés à la nouvelle fédération ont continué à mobiliser les équipes et les administrateurs (p.8 à 11).

120 adhérents dont **8 nouveaux**

4 nouvelles EI / ETTI / EITI conventionnées

10 porteurs de projets reçus et informés

Cette dynamique fédérale s'est également traduite par la création de nombreux espaces d'échange et de coopération entre professionnels. Les rencontres régionales de CIP, le forum CIP des Hauts-de-Seine, le webinaire consacré à l'emploi des personnes étrangères en parcours IAE ou encore le job dating organisé avec l'AFPA ont permis aux adhérents de partager leurs pratiques, développer leurs réseaux et identifier des solutions communes à des problématiques souvent partagées (p.12 à 14).

Enfin, à la demande du CAR Île-de-France, la fédération régionale a travaillé sur l'évolution de ses outils de communication afin de mieux informer les adhérents et renforcer les liens au sein du réseau. Le lancement d'un webinaire trimestriel « Rendez-vous adhérents », la diffusion d'une newsletter mensuelle et la publication régulière de L'Info ont contribué à rendre plus visible l'actualité fédérale et les initiatives portées par les structures du réseau (p.15).

42 structures accompagnées ; **plus de 70 actions** en faveur des adhérents dont 5 rencontres adhérents ayant mobilisé 63 participants

Pour aller plus loin : pages 8 à 15

FAIRE MONTER EN COMPÉTENCES ET ACCOMPAGNER LES ÉVOLUTIONS DU SECTEUR

La professionnalisation des acteurs de l'insertion est restée au cœur de l'action fédérale. Les groupes d'échanges de pratiques CIP ont poursuivi leur développement avec plusieurs rencontres organisées à l'échelle régionale, ainsi que des démarches spécifiques menées sur certains territoires. Ces espaces permettent aux professionnels de partager leurs expériences, de mutualiser leurs outils et de renforcer leurs pratiques d'accompagnement (p.14 et 17).

2025 a également été marquée par la consolidation de l'Académie de l'inclusion. Issue du rapprochement des organismes de formation d'Île-de-France et d'Auvergne-Rhône-Alpes, elle a permis de structurer une offre de formation nationale tout en s'appuyant fortement sur l'expertise développée en Île-de-France. Grâce à une forte mobilisation de l'équipe régionale, l'Île-de-France a assuré 79 % des sessions réalisées sur l'année, contribuant ainsi à maintenir un niveau d'activité comparable aux années précédentes et à garantir la continuité de l'offre de professionnalisation proposée aux adhérents (p.16).

Parmi les innovations marquantes de l'année figure le développement d'une formation consacrée à l'intelligence artificielle pour les conseillers en insertion professionnelle, conçue pour aider les équipes à gagner du temps sur certaines tâches tout en recentrant l'accompagnement sur la relation humaine (p.16).

Une expérimentation menée avec Humando et l'AFPA a également permis d'accompagner des femmes vers les métiers du bâtiment à travers un parcours qualifiant dédié, illustrant la capacité des adhérents à construire des réponses innovantes face aux tensions de recrutement rencontrées dans certains secteurs (p.17).

Pour aller plus loin : *pages 16 à 17*

DÉVELOPPER LES FILIÈRES ET LES COOPÉRATIONS TERRITORIALES

La fédération régionale a poursuivi son travail de structuration des filières économiques et de développement des coopérations entre acteurs de l'insertion.

La Commission ETTI et les différentes rencontres professionnelles organisées au cours de l'année ont permis aux entreprises de travail temporaire d'insertion de partager leurs réalités de terrain, leurs difficultés de recrutement et leurs perspectives d'activité, tout en construisant des positions communes sur les enjeux du secteur (p.18).

La fédération régionale s'est également mobilisée sur le développement de filières d'avenir. Le speed-meeting consacré aux biodéchets, à l'anti-gaspillage et à l'économie circulaire a réuni structures de l'insertion, entreprises et acteurs de l'ESS afin d'identifier de nouvelles opportunités de coopération économique et de répondre aux nouvelles obligations réglementaires (p.19).

L'accompagnement du développement économique des structures s'est traduit par plusieurs actions concrètes : ateliers consacrés aux achats responsables, rencontres avec les facilitateurs, travaux autour de la veille des marchés ou encore accompagnement des collectivités et des entreprises dans le développement de clauses sociales et de marchés inclusifs (p.19-20).

La commande publique et les achats responsables constituent aujourd'hui des leviers majeurs de développement pour les entreprises d'insertion. Les actions menées par la fédération régionale ont contribué à renforcer le positionnement des adhérents auprès des donneurs d'ordre publics et privés.

Pour aller plus loin : *pages 18 à 20*

FAIRE RAYONNER L'INSERTION EN ÎLE-DE-FRANCE

L'année 2025 s'est déroulée dans un contexte particulièrement tendu pour le secteur. La baisse du budget national de l'IAE, la diminution des financements de certains partenaires et la transformation de la gouvernance territoriale de l'emploi ont fortement mobilisé la fédération dans son rôle de représentation et de plaidoyer (p.21-22).

Au sein du GRAFIE (Groupement Régional des Acteurs Franciliens de l'Insertion par l'Economique), la fédération régionale a poursuivi son engagement pour défendre les intérêts des structures franciliennes, développer l'accès aux marchés publics, soutenir les filières économiques et renforcer les coopérations régionales (p.21).

Parmi les temps forts de l'année figure également la Journée régionale de l'IAE, qui a réuni les acteurs du secteur autour des enjeux d'ancrage territorial, de recrutement inclusif, de commande publique responsable et de mesure d'impact social (p.21).

Plusieurs actions ont également contribué à renforcer la visibilité des entreprises d'insertion et des parcours qu'elles accompagnent. La campagne nationale « L'insertion, ça change une vie », la mise en lumière de parcours entrepreneuriaux inspirants comme celui de Karine Jean-Jacques, ou encore les nombreuses distinctions obtenues par les adhérents tout au long de l'année ont permis de valoriser concrètement l'impact des structures du réseau auprès du grand public et des partenaires (p.15 et p.22-23).

Pour aller plus loin : pages 15 à 23

participation record à la JIAE avec **250 participants**

28 CDIAE mobilisés

8 participations à des forums, séminaires pour représenter les structures franciliennes

détail des actions en pages 8 à 24

RENFORCER LE COLLECTIF FRANCILIEN

Une fédération régionale qui se renforce et se structure collectivement

L'équipe se mobilise au service du réseau

En 2025, l'équipe permanente s'est renforcée avec l'arrivée d'Ali IBUROI, étudiant en Master 2 Économie sociale et solidaire à l'Université de Marne-la-Vallée, dans le cadre d'un stage de six mois, conclu par l'obtention de son diplôme.
À partir de juin, l'absence du Délégué régional pour raison de santé a conduit l'équipe à se mobiliser pour assurer la continuité des missions de la fédération. Sous la coordination d'Aude SEEL, assurant l'intérim de la délégation régionale, les activités ont été maintenues dans de bonnes conditions, témoignant de la capacité d'adaptation et de l'engagement collectif de l'équipe.

Un nouveau Comité d'Animation Régional (CAR) à l'œuvre

Le CAR Île-de-France a été créé lors de l'Assemblée générale constitutive de fin 2024. Il est composé de 15 membres élus : une présidente, Anne-Sophie de Boulois, un vice-président, Sébastien Moriceau, un trésorier, Yazid Boudjedia, huit vice-présidents siégeant dans les C2IAE départementales et quatre conseillers d'animation.

En 2025, un travail spécifique a été mené pour préparer les vice-présidents à leur rôle de représentation au sein des C2IAE et des différentes instances départementales. Un séminaire organisé en février avec les salariés permanents a permis de réfléchir au plaidoyer à porter pour défendre les adhérents, promouvoir les modèles d'entreprises d'insertion (EI, ETTI, EITI) et assurer le lien avec les autres administrateurs du CAR.
Le CAR fonctionne comme un laboratoire d'idées, lieu d'échanges et de débats sur les enjeux régionaux de l'IAE, la place de la fédération et les messages qu'elle porte. Il assure également le lien avec les instances nationales et l'adaptation des orientations du réseau au contexte francilien.
Dans cette année particulière, le CAR s'est fortement mobilisé aux côtés de l'équipe pour soutenir les missions de représentation et d'animation du réseau.

Une nouvelle organisation pour porter une voix commune

Le 1er janvier 2025, la fédération régionale a fusionné avec la fédération nationale et est devenue un établissement régional secondaire, au même titre que l'ensemble des fédérations régionales, conformément aux décisions et statuts adoptés précédemment. Les nouvelles instances (CAR Île-de-France, Conseil fédéral et Bureau fédéral) se sont mises en place et ont exercé les missions qui leur sont confiées.

L'année a été consacrée à l'harmonisation des pratiques et des démarches, notamment en matière de plaidoyer en faveur des entreprises d'insertion et de leur financement. Les actions nationales s'appuient désormais sur les adhérents des fédérations régionales.

L'un des principaux chantiers de l'année a porté sur la création de l'Académie de l'inclusion, organisme de formation de la nouvelle fédération. Sur le plan opérationnel, un important travail d'harmonisation a mobilisé les équipes permanentes et dirigeantes : comptabilité, ressources humaines, mise en place du CSE et préparation des accords-cadres.

Cette transformation vise à réunir les 13 régions au sein d'une organisation capable de porter une parole commune tout en respectant les spécificités territoriales. Elle s'est traduite par l'élaboration et le déploiement du plan stratégique de la fédération. Ces travaux se poursuivront en 2026.

Une nouvelle année lancée autour des enjeux du réseau et de la campagne "L'insertion, ça change une vie !"

Le 13 janvier, la fédération régionale a organisé sa première rencontre des adhérents de l'année, un temps d'échange consacré aux enjeux et perspectives 2025. Les participants ont abordé la cartographie des entreprises d'insertion franciliennes, la consommation des postes en 2024, les évolutions liées à la DSN/ASP et au passage aux 1 820 heures pour les EI, ainsi que les perspectives budgétaires et le PIC-IAE.

Cette rencontre a marqué le lancement de la campagne de communication « L'insertion, ça change une vie ! », mettant en lumière les parcours de salariés accompagnés au sein des entreprises du réseau.

La fédération remercie les partenaires présents : l'AFPA Paris (Fatna Khenafou), la DAE de la Ville de Paris (Vincent Jeanne et Isabelle Ernaga), ainsi que les entreprises Cyclocare, Carton Plein, Change Please, Bonne Table et Zazie Hôtel, qui ont partagé les témoignages de salariés engagés dans la campagne. Elle remercie également La Table du Récho pour la restauration, ainsi que l'École des métiers de l'information et Rézo Social pour leur accueil.

Assemblée générale : débattre des enjeux de demain

L'Assemblée générale de la fédération régionale a réuni les adhérents autour des enjeux structurants du réseau et des perspectives d'action. Un temps d'échange a été consacré avec Antoine Laurent, Délégué général par intérim, autour de trois axes majeurs : l'évolution du contexte des politiques d'insertion, la notion de performance dans les entreprises d'insertion, et la qualité de l'accompagnement des salariés en parcours. Ces échanges ont permis de mettre en perspective les attentes croissantes en matière d'impact social et de sécurisation des parcours, ainsi que les enjeux de pilotage des structures dans un environnement en transformation. Au-delà des apports de cadrage, cette rencontre a également permis de faire remonter des retours d'expérience des adhérents sur leurs pratiques et leurs besoins, notamment en matière d'accompagnement, de ressources et d'outillage des équipes. La matinée s'est conclue par un temps convivial favorisant la poursuite des échanges entre adhérents et partenaires, autour d'un buffet préparé par Refugee Food.

Aller à la rencontre des territoires et des adhérents

Des entreprises d'insertion aux activités multiples

Des adhérents aux activités multiples, au service de l'insertion

Tout au long de l'année, la fédération régionale est allée à la rencontre de plusieurs entreprises adhérentes afin de mieux comprendre leurs activités, leurs enjeux de développement et les réalités économiques auxquelles elles sont confrontées.

À Gennevilliers, les équipes ont rencontré La Table de Cana, entreprise d'insertion engagée dans les métiers de bouche et l'événementiel. La structure développe plusieurs activités complémentaires alliant savoir-faire professionnel et impact social : traiteur (buffets et pâtisseries), prestations de cocktails et pièces dînatoires, ainsi que l'organisation de réceptions et d'événements. Elle propose également une activité de production et de distribution de chocolats solidaires à travers la marque Puerto Cacao, engagée dans une démarche biologique, artisanale et inclusive. Cette rencontre a illustré la diversité des modèles économiques portés par les entreprises d'insertion du secteur de la restauration et de l'événementiel, ainsi que leur capacité à conjuguer exigence de qualité et finalité sociale.

À Clichy, les équipes ont rencontré Kiklean, entreprise d'insertion spécialisée dans les métiers de la propreté. Cette visite a permis de découvrir les activités développées par la structure et d'échanger avec son dirigeant, Wesley Samba, sur les enjeux rencontrés par les entreprises d'insertion du secteur. Nettoyage de bureaux, propreté événementielle, installation et entretien de machines à café ou de fontaines à eau : Kiklean a construit une offre de services diversifiée lui permettant de répondre aux besoins de ses clients tout en proposant des parcours d'insertion à des personnes éloignées de l'emploi. La fédération est fière de compter parmi ses adhérents des entreprises comme Kiklean, qui démontrent chaque jour que performance économique et impact social peuvent aller de pair.

La fédération a également rencontré la nouvelle direction de GACS. Historiquement spécialisée dans le travail à façon de supports de communication, l'entreprise a progressivement diversifié ses activités. Elle développe aujourd'hui des prestations dans les domaines du second œuvre et des services aux entreprises et aux collectivités : peinture, petite rénovation, mobilier urbain, déménagement ou encore débarras. Cette rencontre a permis d'échanger sur l'évolution de l'activité et les stratégies de diversification mises en œuvre par les entreprises d'insertion.

Dans les Yvelines, des adhérents mobilisés pour faire avancer le réseau

Le 4 avril, le Comité d'Animation Régional Île-de-France s'est rendu dans les Yvelines pour une rencontre avec les adhérents du territoire, afin de renforcer les échanges de proximité et de faire remonter les enjeux rencontrés par les entreprises d'insertion.

À cette occasion, Julie BOURGEOIS, responsable d'Inserxo 78 et vice-présidente de la fédération régionale pour les Yvelines, a partagé son retour d'expérience :
"J'ai eu le plaisir de participer à une belle rencontre entre adhérents avec la participation précieuse de la fédération et de plusieurs membres du CAR. Des échanges riches, sincères et engagés, qui renforcent les liens entre les acteurs de l'insertion par l'activité économique. Ces moments de partage sont essentiels pour continuer à avancer ensemble, en cohérence avec nos valeurs."

Les échanges ont porté sur trois axes. Le premier concernait le modèle de l'entreprise d'insertion, avec des discussions sur l'intensité d'insertion, le taux d'encadrement et les structures adossées à des groupes, ouvrant la réflexion sur une évolution du cadre national. Le deuxième sujet portait sur les recrutements interdépartementaux en Île-de-France, les difficultés rencontrées par les structures intervenant sur plusieurs territoires et la nécessité de mieux objectiver ces situations pour alimenter les travaux nationaux. Enfin, les participants ont abordé les justificatifs de sortie afin de limiter les demandes administratives lorsque les données de France Travail permettent déjà un suivi des parcours. Ces échanges visent à harmoniser les pratiques et à porter une position commune aux niveaux régional et national.
La rencontre a également permis d'identifier des besoins de remontée de terrain pour alimenter le plaidoyer de la fédération et accompagner les évolutions réglementaires. La fédération régionale remercie APTIMA pour son accueil et UTOPYK 78 pour l'organisation du buffet.

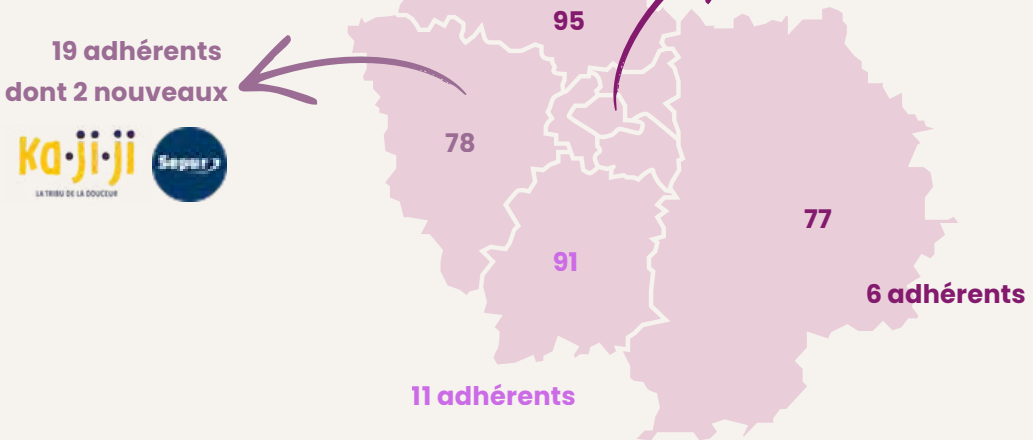
Un réseau qui continue de grandir

La fédération régionale compte 120 adhérents en 2025 dont **8 nouveaux adhérents**.

- **75 : 21 adhérents dont 1 nouveau**
- **92 : 19 adhérents**
- **93 : 17 adhérents dont 3 nouveaux**
- **94 : 19 adhérents dont 2 nouveaux**

8 adhérents

19 adhérents dont 2 nouveaux



Faire émerger les entreprises d'insertion de demain

En 2025, la fédération régionale a poursuivi sa mobilisation en faveur de l'information et de l'accompagnement des porteurs de projet souhaitant créer ou développer une entreprise d'insertion. Dans un contexte marqué par la consolidation des structures existantes et par des marges de manœuvre budgétaires très limitées au sein des DDETS pour conventionner de nouveaux acteurs, le nombre de participants aux réunions d'information collective a diminué, avec 19 porteurs de projet accueillis au cours de l'année.
En complément, 10 rendez-vous individuels ont été organisés afin d'apporter un accompagnement personnalisé aux porteurs de projet et de répondre à leurs interrogations sur les conditions de création, de développement et de conventionnement des entreprises d'insertion.

Créer des espaces d'échanges et de coopération

Faire découvrir les métiers de l'insertion aux futurs professionnels

Le 13 janvier l'AFPA regroupait une cinquantaine de CIP en formation sur son site-siège de Paris. Plusieurs intervenants, dont la fédération régionale étaient sollicités pour venir à leur rencontre et découvrir l'univers de l'insertion au travers de différents prismes.
Ainsi l'organisme de formation au numérique Konexio et les apprentis d'Auteuil ont pu présenter leurs activités, leur offre d'accompagnement aux publics cibles et les partenariats qu'ils génèrent
Bruno Garcia quant à lui a présenté l'écosystème de l'IAE ainsi que ses métiers spécifiques et notamment les CIP indispensables à la réussite des missions d'insertion. Quelques offres d'emploi d'entreprises d'insertion ont été présentées. Le Délégué régional a insisté sur la nécessité de parfaire ses réflexes professionnels à l'issue des formations avant de pouvoir postuler auprès d'une EI-ETTI-EITI et se sentir à l'aise dans l'accompagnement mené.
Cette rencontre a permis de nouer des premiers contacts entre les futurs professionnels de l'insertion et les entreprises du secteur, ouvrant la voie à de futurs échanges et opportunités de collaboration.

Emploi des personnes étrangères : un temps d'échange pour sécuriser les pratiques

En 2022, en Île-de-France, les salariés en insertion de nationalité étrangère (UE et hors UE) représentaient 70 % des effectifs des entreprises d'insertion et 63 % de ceux des entreprises de travail temporaire d'insertion. Ces chiffres sont bien plus élevés qu'à l'échelle nationale (45 % pour les EI et 27 % pour les ETTI).
Face à ce constat, deux webinaires ont été proposés en janvier aux adhérents franciliens afin de répondre à leurs questions et de les sensibiliser aux démarches à réaliser lors du recrutement de personnes étrangères. Cette thématique a mobilisé un grand nombre de permanents : plus de 70 participants ont pris part à ces temps d'échange.
Jean-Philippe Bugnicourt, juriste de la fédération, a animé ces rencontres en rappelant les fondamentaux de l'embauche de salariés étrangers : obligations de l'employeur, différents titres de séjour, autorisation de travail et spécificités de l'emploi des personnes étrangères au sein des SIAE.
En conclusion, l'autorisation de travail demeure la clé indispensable à l'embauche de toute personne étrangère.

Recruter autrement avec le Village des Solutions

Dans le cadre du Village des Solutions organisé par l'AFPA, la fédération régionale s'est mobilisée pour permettre aux SIAE franciliennes de participer à cet événement réunissant les acteurs de l'emploi, de la formation et de l'insertion.
À cette occasion, un job dating dédié aux CIP a été organisé afin de favoriser les mises en relation entre les structures en recherche de compétences et les candidats formés à ces métiers.
Les entreprises intéressées pouvaient transmettre leurs besoins de recrutement à la fédération, qui a assuré la diffusion des offres et la mise en relation avec les participants.
Cette initiative illustre l'accompagnement apporté par la fédération à ses adhérents sur les enjeux de recrutement. Une dizaine d'entreprises d'insertion ont participé à cette action, aux côtés d'une quinzaine de candidats issus de la formation CIP de l'AFPA.

Forum des CIP des Hauts-de-Seine : un temps collectif pour enrichir les pratiques professionnelles

Le 23 septembre, près de 70 conseillers en insertion professionnelle et professionnels de l'accompagnement se sont réunis à Nanterre à l'occasion du Forum des CIP des Hauts-de-Seine, organisé avec le soutien de la DRIEETS 92.
Accueillie au sein du tiers-lieu Vive les Groues, cette journée avait pour objectif de favoriser les échanges de pratiques, de renforcer les liens entre professionnels et de faire connaître les ressources mobilisables pour accompagner les salariés en parcours d'insertion.
Plusieurs ateliers thématiques et temps de rencontre ont permis d'aborder des sujets au cœur des préoccupations des CIP : accompagnement des seniors, accès au logement, gestion budgétaire, recrutement, inclusion des personnes en situation de handicap, valorisation des compétences à travers les Open Badges ou encore santé mentale.
La journée a également permis de réunir de nombreux partenaires intervenant aux côtés des structures d'insertion, parmi lesquels France Travail, l'Agirc-Arrco, Cap Emploi 92, la Banque de France, le SIAO 92, Premiers Secours en Santé Mentale France ou encore la fédération des entreprises d'insertion Centre-Val de Loire.

Zoom sur un atelier : santé mentale, un enjeu clé de l'accompagnement

Parmi les ateliers proposés, un temps consacré à la santé mentale a permis de sensibiliser les participants aux enjeux de prévention et d'orientation des personnes accompagnées.
« Les échanges ont porté à la fois sur les enjeux de santé mentale rencontrés par les publics accompagnés et sur la nécessité pour les professionnels de préserver leur propre équilibre afin d'exercer pleinement leur mission d'accompagnement », souligne Géraldine Lemoine, intervenante et formatrice Premiers Secours en Santé Mentale.
Cette intervention a rappelé l'importance croissante de ces questions dans les parcours d'insertion et l'intérêt des dispositifs de sensibilisation et de formation destinés aux professionnels de terrain.

Des espaces d'échanges pour ne pas rester seul face aux situations et enrichir les pratiques

La fédération régionale anime plusieurs espaces d'échanges destinés aux conseillers en insertion professionnelle. Ces temps permettent aux professionnels de partager leurs expériences, de découvrir de nouveaux outils et de renforcer leurs pratiques au contact de leurs pairs.

À l'échelle régionale, un groupe d'échanges de pratiques est proposé tous les deux mois autour de thématiques définies à l'avance. En 2025, 6 rencontres ont été organisées. Pour rejoindre ce groupe, les CIP peuvent contacter : s.lamothe@lesentreprisesdinsertion.org.

Ces temps d'échanges favorisent le partage de pratiques professionnelles, la mutualisation d'outils et le développement de ressources concrètes pour l'accompagnement des publics en insertion. Ils contribuent également à renforcer la dynamique collective entre professionnels et à rompre l'isolement des conseillers en insertion professionnelle.

À Paris, une dynamique collective qui s'intensifie

Dans le cadre de la dynamique IAE organisée à Paris, près de 50 SIAE et partenaires parisiens se sont réunis pour un temps fort de clôture des actions 2025, placé sous le signe des échanges et de la mise en réseau.

Ce moment a permis de revenir sur les principales actions menées au cours de l'année 2025 et de mettre en lumière les dynamiques collectives engagées sur le territoire. Il a également été l'occasion de présenter différents dispositifs et de favoriser la découverte de nouveaux partenaires et opportunités au service des structures d'insertion.

Plusieurs partenaires institutionnels ont contribué à la richesse des échanges : la CPAM de Paris (Assurance Maladie), la Protection judiciaire de la jeunesse – Île-de-France et Outre-mer, OPCO Uniformation et Ensemble Paris Emploi Compétences (EPEC). La DRIEETS Île-de-France et la Ville de Paris ont également pris la parole en introduction et en conclusion de ce temps collectif.

La rencontre a été rythmée par des temps d'échanges entre structures et partenaires, dans une logique de coopération renforcée au service des parcours d'insertion et du développement des activités sur le territoire parisien.

Pour bien démarrer la journée, l'accueil café a été assuré par Change Please France, entreprise d'insertion spécialisée dans l'activité de barista, contribuant à la qualité de ce moment convivial et professionnel.

Ce temps fort s'inscrit dans une dynamique collective engagée depuis trois ans par les réseaux de l'IAE – CHANTIER école Île-de-France, Coorace Île-de-France, fédération des acteurs de la solidarité et fédération des entreprises d'insertion Île-de-France – visant à renforcer les coopérations entre acteurs et à structurer les partenariats sur le territoire parisien.

La dynamique se poursuivra en 2026 avec de nouveaux temps de travail et d'échanges entre acteurs de l'insertion.

Informer et valoriser le réseau

Mieux informer pour mieux relier les adhérents

En 2025, à la demande du CAR Île-de-France, la fédération régionale a fait évoluer ses modalités de communication afin de renforcer l'information des adhérents et de valoriser davantage les actions du réseau.
Parmi les principaux outils déployés ou sur lesquels l'équipe a travaillé :

- diffusion de trois numéros de L'Info, publication régionale destinée à partager les actualités du réseau et les initiatives des adhérents ;
- mise en place d'un webinaire trimestriel « Rendez-vous adhérents », permettant de diffuser l'information régionale et de favoriser les échanges entre structures ;
- création de la newsletter mensuelle Les rendez-vous à ne pas manquer, recensant l'ensemble des événements, formations et temps forts proposés aux adhérents ;
- organisation de webinaires thématiques ponctuels en fonction de l'actualité du secteur et des besoins exprimés par les adhérents.

Cette dynamique a également été l'occasion de valoriser les parcours et les réussites portés par les entreprises d'insertion à travers la campagne nationale « L'insertion, ça change une vie », mise à l'honneur lors des vœux régionaux organisés en janvier 2025 dans les locaux de REZO Social.
Logi'Pass, spécialisée dans les métiers de la logistique de chantier a valorisé le parcours d'un salarié accompagné en tant qu'agent polyvalent de logistique. Grâce à l'accompagnement mené il a pu valider son alternance d'assisant logistique, ainsi que retrouver un logement après avoir été dans la rue.
UTOPYK 78 illustre également cette dynamique à travers le parcours d'une salariée en restauration collective, entrée sans expérience dans ce secteur en France. Grâce à son parcours en entreprise d'insertion, elle a développé ses compétences, retrouvé une stabilité professionnelle et engagé une évolution vers le secteur de la petite enfance. Ce parcours met en lumière le rôle central de l'accompagnement socio-professionnel dans la construction de trajectoires durables.

En participant à cette campagne, les entreprises d'insertion valorisent les parcours accompagnés et l'engagement des structures partenaires pour une économie plus inclusive.

Agir collectivement à l'échelle régionale : le GRAFIE

Le GRAFIE réunit les cinq réseaux régionaux de l'IAE qui l'ont créé (Chantier-école Ile-de-France, COORACE Ile-de-France, FAS Ile-de-France, le mouvement des Régies et la fédération des entreprises d'insertion Ile-de-France.
Soutenu depuis 2013 par la DRIEETS Île-de-France et le Conseil régional, il agit pour renforcer la visibilité et le développement de l'IAE. Il siège au Comité régional pour l'emploi (CRPE), à la CRESS Île-de-France et à la commission Emploi du CESER régional. Le GRAFIE est piloté par un conseil d'administration réunissant les présidents des cinq réseaux et un comité technique composé des délégués régionaux. Deux salariés assurent la coordination des actions et l'appui aux instances.
En 2025, le GRAFIE s'est mobilisé sur plusieurs priorités : accès des SIAE aux marchés publics, accompagnement des structures en difficulté, développement de filières (biodéchets, textile, vélo…), mission Passerelle emploi, organisation de la Journée de l'IAE, actions de communication et professionnalisation des acteurs via ETAIE.
La coordination avec les réseaux départementaux a également été renforcée afin de partager les informations et développer des synergies autour des actions conduites en région.
Enfin, malgré une baisse de 10 % de son budget en 2025, le GRAFIE a maintenu les financements alloués aux réseaux membres. Les incertitudes budgétaires demeurent toutefois pour 2026.

FAIRE MONTER EN COMPÉTENCES ET ACCOMPAGNER LES ÉVOLUTIONS DU SECTEUR

Structurer la professionnalisation des acteurs de l'IAE sur les territoires

Une année de structuration de l'Académie de l'inclusion

Début 2025 marque une étape importante dans la consolidation de l'Académie de l'inclusion, organisme de formation de la fédération des entreprises d'insertion, issu du rapprochement des organismes de formation des fédérations Île-de-France et Auvergne Rhône-Alpes. L'Académie vise à proposer une offre harmonisée, adaptée aux besoins des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE).

Malgré une lourde phase d'harmonisation de ses pratiques et de son fonctionnement, elle a maintenu un niveau d'activité soutenu afin de garantir une offre de formation régulière aux permanents des SIAE.

Dans ce cadre, la fédération des entreprises d'insertion Île-de-France a contribué activement au déploiement des formations, en assurant environ 79 % des sessions réalisées en 2025, soit 23 sessions.

L'année 2025 s'inscrit ainsi dans la continuité de l'offre historiquement développée en Île-de-France et dans la construction d'une offre nationale commune.

En 2026, l'Académie poursuivra son développement avec l'ouverture progressive de formations à distance et la poursuite des travaux d'ingénierie pédagogique, pour s'adapter aux évolutions du secteur.

Premier essaimage territorial de l'académie

Aude SEEL est intervenue pour la première fois dans les Hauts-de-France afin d'animer une formation consacrée aux fondamentaux de l'insertion par l'activité économique auprès de permanents de SIAE.

Organisée à Lezennes le 17 décembre, cette journée visait à renforcer la compréhension de l'écosystème de l'IAE, à identifier les différentes typologies de structures et leurs spécificités, et à partager une culture commune autour des parcours d'insertion.

Cette intervention illustre l'essaimage progressif de l'Académie de l'inclusion sur de nouveaux territoires, en réponse aux besoins de professionnalisation des équipes du réseau.

Au-delà des apports pratiques de la formation, ce temps a également constitué un moment de rencontre, de dialogue et de partage entre professionnels, essentiel pour les participantes.

Des pratiques boostées grâce à l'intelligence artificielle

Dans une logique d'innovation et d'adaptation aux nouveaux enjeux du secteur, la fédération régionale a développé une formation dédiée à l'usage de l'intelligence artificielle pour les conseillers en insertion professionnelle.

Animée par une ancienne conseillère en insertion professionnelle devenue formatrice, cette action a d'abord été déployée dans le cadre du programme d'animation des CIP en Île-de-France, avant d'être intégrée au catalogue de l'Académie de l'inclusion.

La formation s'appuie sur un cas fictif de salarié en insertion, permettant d'interroger l'ensemble des étapes du parcours et les apports possibles de l'intelligence artificielle dans les pratiques professionnelles : simulation d'entretien avec fonction vocale, analyse du marché et de l'emploi, préparation des candidatures et valorisation des compétences.

Elle vise à outiller les CIP dans l'usage de ces outils, afin de recentrer l'accompagnement sur l'essentiel : la relation avec les personnes accompagnées.

Apprendre entre pairs pour renforcer les accompagnements

La fédération régionale coordonne deux programmes d'accompagnement dédiés aux CIP de Paris et des Hauts-de-Seine, mis en œuvre grâce au soutien des services de l'État. En 2025, 4 rencontres ont été organisées pour les CIP de Paris et 10 pour les CIP des Hauts-de-Seine.

Ces différents espaces permettent de croiser les pratiques, d'apporter des ressources méthodologiques et de renforcer la dynamique collective entre professionnels de l'insertion.

zoom sur l'un des ateliers : découverte de l'Explorama

Le 21 mai 2025, dans le cadre du programme d'échanges de pratiques des CIP des Hauts-de-Seine, la fédération régionale et Stéphanie Thierry ont accueilli Sylvie Darré, cofondatrice des Éditions Qui Plus Est et coautrice de l'Explorama, du Cartométiers et du Guide Compétences.

Cette intervention a réuni 16 professionnels de l'insertion autour de la découverte de l'Explorama, outil de photo-langage permettant d'explorer les environnements professionnels, d'identifier les compétences et de favoriser la projection dans un parcours d'orientation.

L'outil propose une approche de l'orientation centrée sur les univers de travail, à partir de supports visuels variés reliant environnements professionnels et compétences issues des gestes du quotidien.

La séance a alterné apports méthodologiques et mises en pratique, à partir de situations d'accompagnement. Les participants ont pu tester les supports et échanger sur leurs usages dans leurs pratiques professionnelles.

Particulièrement adapté aux publics en insertion, l'Explorama facilite l'expression, la valorisation des compétences et la projection professionnelle.

Innover avec les adhérents

Ouvrir les métiers du BTP aux femmes : une expérimentation qui bouscule les codes

Le 13 mai, Humando Saint-Denis BTP a lancé, en partenariat avec l'AFPA de Stains, une expérimentation destinée à ouvrir les portes des métiers du bâtiment à dix femmes.

" Face à un constat simple – les métiers du BTP sont encore trop peu accessibles aux femmes – nous avons décidé d'agir concrètement en Île-de-France. Notre objectif était de proposer une formation accessible, sans prérequis de diplôme ou d'expérience, pour permettre à des femmes aux parcours variés de se projeter dans des métiers techniques et porteurs.

Ce qui rend ce projet unique, c'est d'abord son format 100 % féminin, pensé pour favoriser la confiance et libérer la parole. La formation est centrée sur deux compétences particulièrement recherchées : la plomberie et l'électricité. Elle s'appuie également sur un accompagnement de proximité assuré par les équipes Humando.

À l'issue de cette formation, les participantes seront prêtes à mettre en pratique les connaissances acquises. Elles représentent un vivier de talents qualifiés et motivés, désireuses de s'investir pleinement dans ces métiers. L'engagement des entreprises est crucial pour renforcer la mixité et la performance du secteur.

Cette initiative est pensée pour être dupliquée. C'est une véritable opportunité pour féminiser les viviers de recrutement et ouvrir de nouvelles perspectives professionnelles à des femmes qui n'auraient pas forcément envisagé ces métiers. »

Nora Nasri, Directrice de l'agence Humando Saint-Denis BTP

DÉVELOPPER LES FILIÈRES ET LES COOPÉRATIONS TERRITORIALES

Structurer les filières et sécuriser les parcours d'emploi

ETTI : un réseau mobilisé face aux évolutions du secteur

En 2025, la fédération a poursuivi l'animation du réseau des entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI) en Île-de-France afin de partager les enjeux de la branche, suivre les évolutions réglementaires et renforcer les coopérations entre structures.

Au-delà des informations diffusées, les échanges ont porté sur les réalités opérationnelles des entreprises, les tensions de recrutement et les perspectives d'activité. La participation de Prism'emploi Île-de-France a contribué à renforcer les liens entre les acteurs du travail temporaire d'insertion et ceux de l'intérim classique.

Une commission ETTI pour construire une vision commune de la branche

Ces travaux s'inscrivent dans une dynamique plus large de structuration de la branche, en lien avec les rendez-vous nationaux, dont la Journée ETTI.

Le 17 mars, la commission ETTI s'est réunie sous la présidence de Mamadou Touré et avec l'animation de Charline Couturier.

Cette instance permet aux ETTI de partager leurs réalités de terrain, d'analyser les évolutions réglementaires et économiques et de construire des positions communes. Les échanges ont porté sur les enjeux rencontrés par les structures dans un contexte de transformation des politiques de l'emploi et de l'insertion, ainsi que sur les perspectives d'évolution du secteur.

L'intervention de Jérôme Dormoy (Alliance Villes Emploi) a apporté un éclairage sur la mobilisation des clauses sociales dans les marchés publics. Elle a permis d'identifier plusieurs leviers de coopération entre ETTI et collectivités, notamment en matière d'accès à la commande publique et de développement des parcours d'insertion.

Les matinales ETTI pour partager les enjeux et réalités du terrain

La première matinale de l'année, organisée le 8 avril dans les locaux de Prism'emploi Île-de-France, a réuni 12 ETTI en présence d'AKTO et de Prism'emploi.

Cette rencontre a permis de partager les actualités de la branche, les éléments de conjoncture liés à l'activité des structures (consommation d'ETP, PIC IAE), ainsi que les dispositifs et outils mobilisables par les ETTI, notamment T@CT, les actions portées par AKTO et les ressources proposées par les partenaires de la branche.

Au-delà des informations diffusées, les échanges ont porté sur les réalités opérationnelles des entreprises, les tensions de recrutement et les perspectives d'activité. La participation de Prism'emploi Île-de-France a contribué à renforcer les liens entre les acteurs du travail temporaire d'insertion et ceux de l'intérim classique.

Accélérer les coopérations autour de l'économie circulaire

Structurer une filière territoriale autour des biodéchets et de l'anti-gaspillage

Le 13 novembre 2025, la fédération régionale, au titre du GRAFIE, a organisé un speed-meeting dédié aux biodéchets, à l'anti-gaspillage et aux coopérations économiques.

Cette rencontre faisait suite à un webinaire organisé en juin 2025 et s'inscrit dans une dynamique de structuration d'une filière régionale d'économie circulaire.

La plénière d'ouverture a réuni la CRESS Île-de-France, EQOSPHERE et plusieurs acteurs de la filière, permettant de partager un état des lieux des besoins, des flux et des opportunités de coopération.

Les échanges ont mobilisé de nombreuses structures de l'ESS et de l'insertion, dont Carton Plein, Le Relais, SUEZ RV Rebond Insertion, Hector le Collector, PikPik Environnement ou encore Altrimenti.

Cette dynamique collective vise à renforcer les coopérations économiques autour des obligations réglementaires liées aux biodéchets et à structurer des réponses territoriales inclusives.

Accompagner le développement économique des SIAE

Petit-déjeuner développement économique et leviers de financement des SIAE

La fédération régionale et Coorace Île-de-France ont organisé, dans les locaux de SUEZ RV Rebond Intérim Insertion à Paris, un temps d'échange à destination des SIAE parisiennes, en présence de Baptiste Guillemet (PIE – France Active Paris / Réseau Initiative Paris). La rencontre a réuni plusieurs structures du territoire autour des enjeux de développement économique.

Ce petit-déjeuner avait pour objectif de mieux comprendre les outils de financement et d'accompagnement mobilisables par les SIAE afin de renforcer leur impact et de consolider leurs activités.

L'intervention de Jean-Christophe Pilté a permis d'illustrer concrètement les dispositifs proposés par PIE et leur mobilisation globale au service des structures.

Lever les freins à la formation dans la filière restauration

À la suite des besoins exprimés par les SIAE de la filière hôtellerie-restauration, la fédération régionale a organisé le 29 avril une rencontre avec l'OPCO AKTO, réunissant près d'une dizaine de structures en visioconférence.

AKTO a présenté son offre de services et les principaux outils mobilisables par les SIAE pour structurer leurs démarches RH et de formation : diagnostic des pratiques (« Le Flash »), accompagnement au recrutement d'apprentis, outils de simulation et cartographie des organismes de formation, ainsi que les ressources disponibles via son espace dédié.

Partenaire du PIC IAE, AKTO permet le financement des actions de formation des salariés en parcours. Pourtant, en 2024, seules 33 % des structures de la filière restauration y ont eu recours, ce qui a conduit à rappeler les modalités du dispositif et ses possibilités de cofinancement.

Les échanges ont enfin permis aux SIAE de partager leurs pratiques, d'identifier les freins rencontrés dans la mise en œuvre des formations et de valoriser les leviers d'amélioration au niveau de la filière.

Faire de la commande publique un levier d'inclusion économique

Sensibiliser les collectivités aux achats socialement responsables

Le 22 mai, à l'hôtel de ville de Colombes, le GRAFIE et la fédération régionale ont animé, à la demande des facilitateurs, le temps fort annuel consacré à la sensibilisation des services de la Ville aux achats responsables. Au programme : échanges avec des structures de l'ESS, notamment ASEC, STABILIS ETTI et Biscornu, ainsi qu'apports méthodologiques et conseils pour construire et sécuriser une politique d'achats responsables. Parmi les bénéfices des marchés responsables :

- sécuriser les parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi ou en situation de handicap grâce à des volumes d'heures dédiés ;
- renforcer la structuration des parcours via le triptyque emploi–formation–accompagnement ;
- faciliter les passerelles entre structures inclusives, salariés en parcours et entreprises, favorisant les sorties vers l'emploi durable ;
- sécuriser les modèles économiques des employeurs inclusifs ;
- répondre aux besoins de recrutement des territoires.

Se connecter aux dynamiques nationales de l'inclusion économique

La fédération a participé à Inclusiv'Day, rendez-vous national réunissant entreprises, associations et institutions engagées pour l'inclusion. Cette présence a permis de suivre les évolutions des pratiques en matière d'achats responsables et de sourcing inclusif, de renforcer les liens avec les acteurs économiques engagés et de valoriser les entreprises d'insertion. L'événement a aussi mis en lumière plusieurs acteurs du réseau, notamment Manuel Bonnet (SOUN by Fastroad) et Mamadou Touré (Ambition Inclusion) lors d'une table ronde sur le sourcing inclusif.

Lever les freins d'accès des SIAE à la commande publique

Un atelier dédié à la veille des marchés publics a réuni plusieurs structures parisiennes chez Novemploi.

Cet atelier a permis de travailler sur plusieurs dimensions opérationnelles : l'utilisation des plateformes de publication des marchés, l'identification des mots-clés et des filtres pertinents, la lecture et l'analyse des informations clés dans un marché, ainsi que les apports possibles de l'intelligence artificielle dans les démarches de veille.

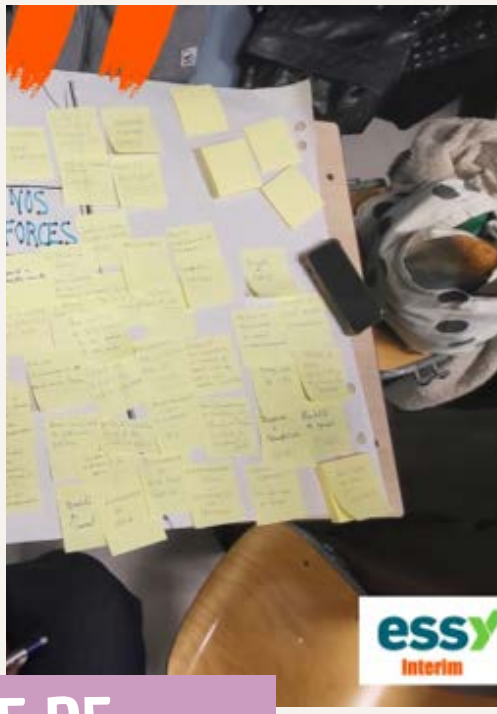
Cette matinée s'inscrit dans la continuité des petits-déjeuners de développement économique organisés dans le cadre du projet Dynamique IAE à Paris, soutenu par la Ville de Paris et la DRIEETS Paris.

Des outils pour renforcer l'ancrage territorial des SIAE

Lors de la Journée régionale de l'IAE (JIAE) 2025 consacrée à l'ancrage territorial des SIAE, plusieurs ateliers collaboratifs ont permis d'identifier des leviers d'action autour du recrutement inclusif, de la commande publique, des filières locales, de la mesure d'impact social et du plaidoyer territorial. Une fiche de bonnes pratiques a été élaborée pour chacun des ateliers afin de capitaliser les enseignements de cette journée.

Retour sur la participation d'ESSY Interim

Christelle François, chargée d'insertion chez ESSY Intérim, a participé à l'atelier « Commande publique : comment favoriser l'accès des structures d'insertion au niveau local ? », animé par Laëtitia Artzt, chargée de projet clauses sociales au Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis.
L'atelier a permis de mieux comprendre les étapes d'un marché public et les leviers d'accès à la commande publique pour les SIAE. Les échanges ont porté sur les freins rencontrés et les bonnes pratiques à développer.
Les participants ont notamment souligné les difficultés d'accès à certains marchés, la baisse du recours aux clauses d'insertion et l'absence d'allotissement. Parmi les pistes évoquées : renforcer la veille sur les marchés publics, faciliter la mise en relation avec les acheteurs et développer les coopérations territoriales.
Pour ESSY Intérim, cette participation illustre l'importance de contribuer aux réflexions visant à renforcer l'accès des SIAE à la commande publique et à en faire un levier d'inclusion sur les territoires.



FAIRE RAYONNER L'INSERTION EN ILE DE FRANCE

Une année sous contraintes budgétaires et institutionnelles

Contexte budgétaire 2025 : des épisodes contraints

L'année 2025 a débuté dans un contexte inédit ayant fortement impacté le dispositif de l'IAE. L'absence de loi de finances adoptée n'a pas permis de valider le budget du programme 102, conduisant à une reconduction du budget 2024 dans l'attente d'une décision.
Les services de l'État ont indiqué que la sous-consommation structurelle permettrait de couvrir les besoins, y compris la hausse du SMIC. Les reconventionnements de début d'année ont ainsi été réalisés à budget constant, sur la base du réalisé 2024, sans nouveaux projets ni FDI.
La circulaire FIE 2025, publiée tardivement, prévoit un budget national IAE en baisse de 3,9 %, soit 1,323 milliard d'euros, en recul de 53 millions par rapport à 2024.
La répartition régionale est également défavorable à l'Île-de-France, avec une baisse de 3,42 %, portant l'enveloppe à 149,185 millions d'euros. Trois territoires (92, 94, 78) enregistrent une baisse de 4,7 %, contre 2 % pour les autres départements, dans une logique de réduction de la sous-consommation.
Dans ce contexte, les C2IAE départementaux nouvellement installés ont freiné les initiatives de développement, maintenant un cadre contraint. L'État a précisé que les postes supplémentaires ne seraient pas financés.
L'année 2025 se traduit par une quasi-absence de créations et un FDI en berne, malgré des besoins croissants des SIAE en difficulté. Au final, le contexte contraint permet d'atteindre 99,4 % de consommation budgétaire, les SIAE ayant intégré les contraintes nationales.
La fédération, présente à tous les niveaux, regrette ces restrictions budgétaires et plaide depuis plusieurs années pour permettre une surconsommation encadrée des enveloppes départementales afin d'atteindre 100 % en fin d'année. Peut-être sera-t-elle entendue en 2026 ?

Une gouvernance de l'emploi en pleine transformation

L'année 2025 marque la mise en place des Comités départementaux pour l'emploi (CDPE). Coprésidés par les Préfets et les Conseils départementaux, ces instances coordonnent les politiques de l'emploi à l'échelle territoriale et réunissent les acteurs institutionnels, les partenaires sociaux et les opérateurs de l'emploi. France Travail y joue un rôle central en tant que chef de file du réseau pour l'emploi.

Dans les territoires, les C2IAE ont été réorganisés avec l'intégration de nouveaux acteurs, notamment du champ du handicap, des EPT, des CCI, des missions locales et d'autres partenaires. Ces commissions élargies visent à définir une feuille de route départementale de l'IAE.

Cette évolution conduit à un changement d'échelle des instances, désormais davantage orientées vers une approche stratégique. Elle s'accompagne toutefois d'un recul des espaces dédiés à l'analyse des situations concrètes des SIAE et à la prise en compte fine des réalités de terrain.

On observe ainsi une évolution progressive des CDIAE vers des structures plus larges, entraînant une moindre capacité des réseaux à défendre des situations individuelles ou à appuyer des besoins spécifiques.

Une année de baisse des financements départementaux

La mise en œuvre de la loi sur le travail et les nouvelles orientations relatives aux publics bénéficiaires du RSA mobilisent fortement les Conseils départementaux.

Dans un contexte de tensions budgétaires, une baisse des financements aux SIAE est observée. Historiquement, chaque département disposait de sa propre politique de soutien à l'insertion, notamment pour les publics RSA, parfois élargie à d'autres publics éligibles.

Après un recentrage sur les seuls bénéficiaires du RSA, plusieurs dispositifs de soutien aux SIAE sont réduits ou supprimés selon les territoires :

- 91 : suppression des aides à l'embauche des BRSA
- 94 : suppression des aides aux postes ETTI
- 92 : appel à projet pour 63 SIAE, baisse de 20 % pour les SIAE et 10 % pour les ACI
- 75 : budget de 6,1 M€, avec un gel de 10 % des enveloppes (négociation en cours autour de 5 %)

Ces évolutions représentent une baisse estimée entre 400 et 800 k€. L'objectif affiché reste le maintien des aides aux SIAE, avec une suppression progressive des aides exceptionnelles.

La question demeure ouverte quant à l'orientation de la prochaine mandature et à la pérennité de ces dispositifs.

La fédération restera mobilisée en 2026 pour défendre les intérêts de ses adhérents sur l'ensemble des territoires.

Une visibilité renforcée pour les adhérents et les initiatives

Faire briller les femmes qui entreprennent

"C'est la mission de Créatrices d'Avenir… mais aussi ce qui donne du sens à mon métier."

Ce concours poursuit sa mission de valorisation de l'entrepreneuriat féminin en Île-de-France et de mise en lumière de parcours inspirants.

La lauréate 2025, Karine Jean-Jacques, également récompensée par le prix Pépite des quartiers, a été invitée sur le plateau de France 3 Paris Île-de-France dans l'émission ICI 19/20 – L'entretien, aux côtés de Francine Savidan, présidente d'Initiative Île-de-France, réseau d'accompagnement à la création d'entreprise.

Cette visibilité contribue à renforcer la reconnaissance des entrepreneures accompagnées dans le cadre du concours et plus largement à valoriser les initiatives portées par des femmes engagées sur le territoire francilien. Depuis 15 ans, Créatrices d'Avenir met en lumière des projets portés par des femmes entrepreneures et contribue à l'émergence de talents sur le territoire.

Sakina M'SA récompensée pour une mode durable et engagée

Créatrice engagée dans la mode durable, Sakina M'SA a été distinguée cette année par le Green Warriors Awards Europe, remis dans le cadre du Conscious Festival, pour son engagement en faveur de l'upcycling et de l'éco-conception. Cette distinction salue un travail de long terme visant à promouvoir une mode plus durable, fondée sur le zéro déchet et la valorisation des matières existantes.

Dans cette dynamique, elle développe un projet inclusif visant à accompagner la transformation du secteur textile par des approches innovantes d'éco-conception et de réemploi. En cours de structuration, ce projet sera présenté prochainement lors d'un événement dédié. Son travail est également valorisé à travers sa boutique parisienne de la rue Volta. Sa nouvelle collection, proposée en précommande, s'inscrit dans une logique de durabilité, de qualité et de production responsable.

Entre reconnaissance internationale et ancrage local, Sakina M'SA poursuit le développement d'un modèle alliant créativité, éthique et engagement environnemental.

Change Please distingué pour son impact social

Derrière chaque tasse de café Change Please, il y a une histoire. Et cette année, cette histoire a été récompensée ! Change Please a remporté le Grand Prix Diversité et Inclusion dans la catégorie des entreprises de moins de 1 000 salariés. Cette distinction constitue une reconnaissance collective du travail mené par les équipes, les baristas encadrants et les partenaires engagés aux côtés de la structure, autour d'un objectif commun : redonner confiance et dignité par le travail.

JIAE 2025 : un temps fort pour l'écosystème francilien

Piloté par le GRAFIE et animé par Les Petites Rivières, ce temps fort a permis, autour des enjeux de coopération territoriale et de développement local :

- de rappeler le contexte et les actions menées par les réseaux franciliens de l'IAE ;
- de prendre de la hauteur lors d'une table ronde réunissant Hervé Defalvard (Chaire ESS de l'Université Gustave Eiffel), Marie Charles (Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis), Pierre-François Vigneron (Elior Group) et Clotilde Champetier (ORÉE) ;
- de découvrir les outils et ressources développés par les réseaux, notamment autour de l'économie circulaire.

L'après-midi a été consacré à des ateliers d'intelligence collective sur le recrutement inclusif, la commande publique responsable, les filières économiques locales, la mesure d'impact social, ainsi que le marketing et le plaidoyer territorial. Ces temps ont permis aux structures et partenaires de partager leurs pratiques et leviers d'action.

Une fiche de bonnes pratiques a été élaborée pour chaque atelier et mise à disposition des participants.

Au-delà des contenus, cette journée a constitué un espace de rencontres entre les acteurs franciliens de l'insertion et illustré la capacité des réseaux du GRAFIE à mobiliser collectivement l'écosystème régional au service du développement de l'IAE.

À l'heure où les SIAE sont confrontées à un contexte d'austérité économique, la JIAE 2025 a témoigné d'une forte mobilisation collective, réunissant **250 participants** issus des structures d'insertion, des partenaires institutionnels, des collectivités et des entreprises.

Les adhérents font bouger les territoires

Les entreprises d'insertion franciliennes démontrent leur capacité à conjuguer performance économique, utilité sociale et innovation territoriale. À travers des activités très concrètes, elles participent activement à la transition écologique, à l'inclusion professionnelle et au développement des territoires.

La mobilité durable s'installe dans les usages des entreprises et des territoires

Cygogne développe des actions de sensibilisation à la mobilité douce auprès de publics variés, notamment en milieu scolaire, en rendant accessibles des alternatives concrètes comme le vélo cargo. Dans le cadre du Défi Moov'IdF, porté par le réseau Vivacités IDF et soutenu par l'ADEME Île-de-France, l'équipe est intervenue au collège Ariane à Argenteuil. Les élèves ont pu découvrir et tester des vélos cargos, échanger autour des enjeux de transition écologique et de mobilité du quotidien, et expérimenter de nouvelles pratiques de déplacement.

CycloCare accompagne entreprises et collectivités dans la maintenance de flottes de vélos et la structuration de services de mobilité douce directement sur site. Ses interventions contribuent à sécuriser les déplacements domicile-travail et à accompagner le développement du vélo en entreprise. Dans le cadre de l'opération Mai à Vélo, CycloCare a assuré la révision de plus de 1 200 vélos et réalisé 60 interventions sur site partout en France.

La restauration inclusive s'ancre et change d'échelle en Île-de-France

La Table de Cana Paris-Antony poursuit son développement avec de nouveaux espaces d'accueil en bord de Seine, consolidant un modèle fondé sur la restauration événementielle et l'insertion professionnelle. Ces nouveaux lieux renforcent son ancrage et sa visibilité, tout en contribuant à la levée des idées reçues sur les entreprises d'insertion, comme le mentionne Karine Sanouillet, directrice générale de La Table de Cana Paris-Antony :
« Souvent lorsque je parle de La Table de Cana Paris-Antony, entreprise d'insertion, à des amis, à des clients, à des mécènes, je vois un regard interrogateur parfois légèrement inquiet : "Ah oui je vois des personnes incarcérées !?", ou encore "comme des personnes autistes ?!". Parfois aussi : "mais sur les événements ils font le service ?". »

Bonne Table poursuit une dynamique de développement avec l'ouverture de son troisième restaurant en Île-de-France, seulement un an et demi après l'ouverture du premier établissement. Cette évolution témoigne de la structuration rapide du projet et de son déploiement progressif sur le territoire francilien.
L'ouverture de ce troisième site s'inscrit dans la continuité d'un projet fondé sur une cuisine maison, locale et responsable, portée par des équipes engagées. Elle confirme également l'ancrage du modèle dans le paysage de la restauration engagée en Île-de-France.

Réemploi et économie circulaire au service de l'insertion et des territoires

Les acteurs de l'IAE jouent un rôle structurant dans les dynamiques de transition écologique et de réemploi.
Dans le prolongement de ses activités, APTIMA développe le projet L'EXTENSION, une matériauthèque dédiée au réemploi de matériaux de construction et d'aménagement, implantée au Technoparc de Poissy. Le site collecte, stocke et redistribue des matériaux issus de dons d'entreprises et de partenaires (bois, carrelage, peinture, mobilier, quincaillerie), dans une logique de réduction des déchets et de réemploi local.
Au-delà de la dimension environnementale, le projet constitue également un levier d'insertion professionnelle. Les salariés en parcours y développent des activités de tri, logistique et valorisation, favorisant l'acquisition de compétences transférables en situation réelle de travail. Distinguée par le Prix de l'Inspiration en ESS du Crédit Coopératif, cette initiative confirme la reconnaissance du modèle porté par APTIMA.

la fédération des entreprises d'insertion
ILE-DE-FRANCE

Ils nous soutiennent

MAIRIE DE PARIS

PRÉFET DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DRIEETS)

Région îledeFrance

PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE
Liberté
Égalité
Fraternité